

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lancement-d-une-campagne-d-information-sur-l-IVG-en-Argetine-De-la-necessite-d-ouvrir-le-debat-de-la-depenalisation>

Lancement d'une campagne d'information sur l'IVG en Argentine... De la nécessité d'ouvrir le débat de la dépenalisation

Date de mise en ligne : samedi 1er août 2009

- Argentine -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le bilan est terrible et les chiffres sans appel : en Argentine, plus de 500.000 avortements clandestins ont lieu chaque année, et quelque 68 000 femmes entrent à l'hôpital à la suite de complications dues à des avortements clandestins ; selon les chiffres officiels plus de cent femmes par an meurt ainsi chaque année, sans compter celles qui resteront marquées à vie par de graves lésions.

Une campagne vient d'être lancée sur le thème « avortement : plus d'information, moins de risques », avec la mise en place d'une ligne téléphonique où seront apportées toutes les informations nécessaires sur l'interruption volontaire de grossesse, notamment grâce à l'usage d'un médicament le misoprotol, durant les 12 premières semaines. Derrière cette initiative on trouve l'association « *Lesbianas y Feministas por la Descriminalización del Aborto* » et la Fondation « *Woman on Waves* », qui réalise des IVG dans les eaux internationales, non loin des pays où cette pratique est pénalement condamnée.

Ce qui est le cas en Argentine, avec une condamnation allant jusqu'à 15 ans de prison tant pour les femmes, que pour les médecins. Aussi cette campagne se base t-elle sur le droit à l'information, sur une méthode recommandée comme sûre par l'OMS.

Dans ce contexte, il faut souligner la sortie d'un livre « *El aborto en debate* » de Mariana Carvajal, qui brosse un panorama complet du sujet complexe, et sensible mais qu'on ne peut tenir sous silence dans une société dite développée. Il faut donc ouvrir un débat de fond sur cette question en Argentine. Il est évidemment que la pénalisation de l'IVG en argentine touche au premier plan les femmes des classes les plus pauvres du pays, et qu'il s'agit d'une question de santé publique et d'inégalité face aux soins. Les plus pauvres ont recours aux avortements clandestins dans des conditions déplorables, quand les plus aisées, peuvent avoir recours aux services d'une clinique privée où l'IVG se déroule dans des conditions correctes, même si elle toujours aussi illégale.

Pour l'auteur de cet ouvrage, il faut remettre le sujet dans un contexte plus large : "il est nécessaire qu'il ait des cours d'éducation sexuelle dans toutes les écoles, comme le prévoit la loi, et qu'il y ait un accès gratuit aux contraceptifs, et qu'on fasse des campagnes pour faire connaître cet accès gratuit aux contraceptifs » déclare t-elle à [Telam](#)

Un projet de loi sur la dépénalisation de l'avortement a été élaboré conjointement par plus de 200 organisation sociales, et a reçu le soutien de plusieurs députés, reste à qu'il soit débattu un jour par le parlement. Or il faut compter avec le pouvoir très présent encore dans certaines province de l'Argentine de l'Eglise catholique, pour qui le sujet qui reste tabou, et les pressions pour que rien ne change sont très fortes : les secteurs les plus fondamentalistes sont très actifs sur cette question.

Pour mémoire, le cas scandaleux et inique, cité par l'auteur du livre, de cette jeune mère de trois enfants atteinte d'un cancer, morte dans un hôpital de Santa Fé, parce que les médecins lui ont refusé un avortement thérapeutique et surtout lui ont refusé une chimiothérapie parce qu'elle était enceinte.

EI, Correo. Paris, le 1er août 2009.